

Coopération régionale entre les républiques d'Asie centrale : état des lieux et perspectives

Daniel Pasquier

DANS **REVUE DÉFENSE NATIONALE** 2020/3 N° 828 , PAGES 107 À 114

ÉDITIONS **COMITÉ D'ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE**

ISSN 2105-7508

ISBN 9782919639946

DOI 10.3917/rdna.828.0107

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2020-3-page-107?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Comité d'études de Défense Nationale.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Coopération régionale entre les républiques d'Asie centrale : état des lieux et perspectives

Daniel Pasquier

Colonel (ER). Ancien attaché de défense dans les Balkans et en Asie centrale.

Nonobstant l'indéniable réchauffement des relations entre les cinq républiques centrasiatiques, il n'est pas réaliste d'envisager aujourd'hui une véritable intégration régionale et l'avènement d'une association des États de l'Asie centrale du type ASEAN⁽¹⁾. Cela eût été possible vers le milieu des années 1990, quand les grandes puissances comme la Chine, la Russie ou les États-Unis n'avaient pas encore jeté leur dévolu sur cette région du monde. À défaut, ces républiques auront tout intérêt à poursuivre sur la voie ouverte en 2016, car il reste de nombreux problèmes à régler.

Un réel réchauffement des relations interétatiques

En Asie centrale, si les experts de l'environnement s'alarment à juste titre du réchauffement climatique, qui inexorablement grignote depuis des années les glaciers des monts Tian Shan, en revanche les spécialistes de la géopolitique se réjouissent du réchauffement des relations entre les cinq républiques de cette région. Cette embellie, observée depuis la fin de l'année 2016, touche toutes les sphères de la vie publique, comme le démontrent maints événements majeurs survenus ces derniers mois.

Dans le domaine diplomatique, le Sommet des chefs d'État d'Asie centrale de 2018 est à mettre en exergue, puisqu'il faut remonter à 2009 pour trouver trace d'un précédent Sommet⁽²⁾. Programmé très symboliquement à la veille de la fête de Navrouz, qui marque la renaissance de la nature, la purification des esprits, la fraternité et la solidarité retrouvées, ce *meeting* a rassemblé les Présidents kazakh, kirghize, ouzbek et tadjik ainsi que la présidente du parlement turkmène⁽³⁾. Lors

⁽¹⁾ Association of Southeast Asian Nations, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Anase) : organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam).

⁽²⁾ Le précédent Sommet, en avril 2009 à Almaty (Kazakhstan), avait pour seul thème le sauvetage de la mer d'Aral.

⁽³⁾ Respectivement MM. Nazarbaev, Jeebekov, Mirziyoyev, Rakhmon et M^{me} Nurberdiyeva.

de ces retrouvailles, au cours desquelles tous ont rivalisé de longues embrassades et de poignées de mains chaleureuses, les *leaders* régionaux ont abordé les questions de sécurité, de gestion des ressources en eau, de délimitation des frontières, sans pour autant dépasser le stade des déclarations de bonnes intentions. Cependant, tous ont convenu de la nécessité d'une réunion annuelle pour surmonter les difficultés communes.

Pour illustrer une percée emblématique du renouveau des relations régionales, on peut faire référence à la détente entre Tadjiks et Ouzbeks, amorcée après des années de conflit relatif au projet du barrage de Rogun sur un affluent de l'Amou Darya dans le sud du Tadjikistan. L'ancien Président ouzbek, M. Karimov, s'était fermement opposé à cette réalisation susceptible, selon lui, de menacer en aval les circuits d'irrigation des champs de coton. Pour faire échec à ce projet, il n'avait cessé de recourir à la manière forte, comme l'interruption des livraisons de gaz naturel ou le blocus ferroviaire de la ligne reliant les provinces du Sukhandariya (Ouzbékistan) et de Khalton (Tadjikistan) ⁽⁴⁾. Pour son successeur, M. Mirziyoyev, cette querelle semble obsolète. En visite officielle à Douchanbé, en mars 2018, il expliquait « qu'il n'existe plus entre nous de questions non résolues » ⁽⁵⁾. Quelques mois plus tard, il n'a pas remis en cause les mises en service successives des deux premières turbines de cette centrale hydroélectrique en novembre 2018 et septembre 2019.

Dans le secteur économique, la situation a évolué favorablement comme en témoignent l'ouverture ou la réactivation de vingt-six voies de communication ⁽⁶⁾ entre les cinq États. Treize sont des lignes aériennes dont les plus actives relient les célèbres sites touristiques ouzbeks de Samarcande, Boukhara et Khiva aux capitales du Kazakhstan et du Kirghizistan. Les voies ferrées, au nombre de quatre, sont essentiellement dédiées au transport de marchandises. Si leur croissance reste pour l'instant modeste, leur activation témoigne d'une réelle volonté de coopération économique. Enfin, neuf axes routiers permettent depuis trois ans la renaissance du commerce transfrontalier entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan (Tashkent vers Chymkent et Almaty), entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan par la vallée de Ferghana en direction de Osh, capitale du sud kirghize. Le 7 mars 2019, MM. Mirziyoyev et Berdimukhamedov, les Présidents ouzbek et turkmène, ont inauguré un nouveau pont routier sur le fleuve Amou Darya.

Les récentes données publiées par le Fonds monétaire international (FMI) confirment le renouveau du commerce régional : à titre d'exemple, les échanges entre l'Ouzbékistan et ses quatre voisins pour les cinq premiers mois de l'année

⁽⁴⁾ « Tajik-Uzbek rail freight dispute escalates », *Radio free Europe*, 3 janvier 2012.

⁽⁵⁾ « Uzbek impending water crisis », *The Diplomat*, 5 septembre 2019.

⁽⁶⁾ « Trains, planes and automobiles: Central Asia is reconnecting with itself », *The Diplomat*, 21 février 2019.

2019 sont évalués à 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 27,6 % par rapport à la même période 2018 ⁽⁷⁾.

La culture et le tourisme bénéficient également de cette embellie. En septembre 2017, quatre institutions du Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan ont signé un mémorandum sur les échanges culturels en Asie centrale ⁽⁸⁾. En 2018, le Kazakhstan a programmé l'année de l'Ouzbékistan incluant plus de deux cents manifestations. Le 5 novembre 2019, c'est le Tadjikistan qui a organisé les journées de la culture ouzbèke ⁽⁹⁾.

Pour ce qui est du tourisme, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, qui ont depuis quelques mois assoupli le régime des visas d'entrée sur leurs territoires, travaillent à la mise en place d'un visa *Silk Way*. Le Tadjikistan et le Kirghizistan ont fait part de leur intérêt pour ce système, calqué sur le visa Schengen de l'Union européenne, et qui permettra aux visiteurs étrangers de se déplacer librement dans les quatre États précités.

Ce dégel, observé depuis 2016, est essentiellement dû à la nouvelle politique étrangère de l'Ouzbékistan et de son nouveau président Shavkat Mirziyoyev qui a littéralement pris à contre-pied la politique de M. Karimov, son prédécesseur. Dès son accession au pouvoir, il avait clairement annoncé la couleur, en particulier lors de son intervention à la soixante-douzième assemblée générale de l'ONU, le 20 septembre 2017 : « Priorité à l'Asie centrale pour établir avec les voisins proches des relations mutuellement favorables, amicales et de bon voisinage. » Cette nouvelle approche a suscité beaucoup d'enthousiasme au point que certains ont vu en M. Mirziyoyev le Deng Xiaoping ouzbek ⁽¹⁰⁾.

Cependant, malgré ce dégel sensible, il ne serait pas réaliste d'envisager l'avènement à terme d'une intégration régionale. À cet égard, les républiques d'Asie centrale ont laissé passer leur chance quand elle s'est présentée au milieu des années 1990.

Intégration régionale : les illusions perdues : 1995-2005

Quelques mois après le démantèlement de l'URSS et après avoir achevé leur « *nation building* » les cinq républiques avaient exprimé une réelle volonté d'amorcer une intégration régionale. En dépit d'un contexte difficile (faiblesses économiques, guerre civile au Tadjikistan, dégradation de la situation chez le voisin afghan), des facteurs favorables demeuraient.

⁽⁷⁾ « Uzbekistan's trade with neighbours rises sharply », *Eurasianet*, 30 septembre 2019.

⁽⁸⁾ « Central Asia forum on cultural policy and management », *Asia-Europe Foundation*, 13 décembre 2018.

⁽⁹⁾ « Journées de la culture de l'Ouzbékistan au Tadjikistan », *Sputnik*, 5 novembre 2019.

⁽¹⁰⁾ « Le Deng Xiaoping ouzbek : la nouvelle politique extérieure de Shavkat Mirziyoyev », Conseil russe pour les affaires internationales, 1^{er} février 2018.

D'une part, au sein du système soviétique, les républiques étaient interdépendantes et avaient pendant soixante-dix ans tissé des liens politiques, économiques et culturels. Ce savoir-faire n'avait pas disparu avec l'URSS. D'autre part, les grandes puissances n'avaient pas encore jeté leur dévolu sur cette sphère régionale et les « stan » (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) disposaient d'une liberté d'initiative qui n'existe plus de nos jours. La Russie de Boris Eltsine, en proie à de graves problèmes intérieurs, avait d'autres chats à fouetter. La Chine de Jian Zemin ne pensait pas encore à la nouvelle route de la soie. Enfin, ce n'est qu'en 2001, après les attentats du 11 septembre, que les États-Unis ont massivement investi cette zone.

La genèse d'une structure régionale remonte à 1994 quand le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont créé un espace économique commun. Au gré des nouvelles adhésions kirghize puis tadjike, cette structure devint successivement l'Union centrasiatique, puis l'Union économique centrasiatique (1998) et en 2001 l'Organisation de la coopération centrasiatique (OCCA). L'OCCA s'est dotée de structures interétatiques qui étaient le Conseil interétatique, le Conseil des Premiers ministres, le Conseil des ministres des Affaires étrangères et le Conseil exécutif. En outre a été fondée la Banque centrasiatique de coopération et de développement. Les objectifs étaient clairement identifiés : marché unique pour la production agricole, coopération industrielle et énergétique, création d'un système commun de transport et de communication.

Malheureusement, à l'exception d'une harmonisation des taxes douanières et la mise en place de la banque citée précédemment, le bilan est maigre et l'OCCA ne put que constater son échec.

Comment expliquer ce revers alors que la volonté de créer une structure intégrée était bien réelle ?

D'abord, pour reprendre un dicton populaire, les chefs d'État concernés ont placé la charrue avant les bœufs. La création et la mise en œuvre d'un espace économique commun, d'une union douanière, requièrent des fondations solides qui tiennent l'édifice. Cela n'était pas le cas. À titre de comparaison, les Européens ont d'abord lancé en 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui regroupait la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ce n'est qu'en 1957, après six années de bon fonctionnement de la CECA, qu'ils ont mis sur les rails la Communauté économique européenne (CEE) : un scénario totalement différent !

Ensuite, la situation régionale s'est progressivement détériorée. Certes, la guerre en Afghanistan et l'opération *Enduring Freedom* qui débutèrent fin 2001 expliquent en grande partie cette dégradation, mais pas seulement. Les républiques ont connu des conflits intérieurs qui ont relégué au second plan les relations régionales : répression sanglante, en 2005, des manifestations d'Andijan (vallée de

Ferghana) et mise à l'index de la communauté internationale de l'Ouzbékistan ; conflit interethnique à Osh (Kirghizistan) en 2010, entre Kirghizes et la communauté ouzbèke ; répression du mouvement social ouvrier de Zhanaozen au Kazakhstan en 2011, quand la police tira sur la foule des manifestants. Dans ces conditions, chacun peut aisément comprendre pourquoi les chefs des cinq républiques ont attendu 2018 et des conditions meilleures pour se retrouver.

Enfin, les grandes puissances ont progressivement repris la main : les circonstances dans lesquelles l'OCCA est passée de vie à trépas sont un vrai cas d'école. En 2004, elle accueille dans ses rangs la Fédération de Russie. Un an plus tard, lors d'un Sommet organisé à Saint-Petersbourg, elle est absorbée par la Communauté économique eurasiatique, sous contrôle russe et disparaît à tout jamais. Vladimir Poutine, qui fêtait le lendemain ses cinquante-trois ans, ne dissimulait pas son plaisir : « Cette décision constitue le meilleur cadeau d'anniversaire de la part de mes collègues ! ⁽¹¹⁾ »

Cette mainmise de puissances étrangères ira *crescendo* et explique en grande partie pourquoi l'Asie centrale n'est plus maîtresse de son destin et n'aura sans doute jamais d'identité propre comme l'ASEAN par exemple.

Improbable association des États d'Asie centrale

Aujourd'hui, ce sont la Chine et à un degré moindre la Russie qui sont aux manettes en Asie centrale. Ces deux États exercent leur influence, soit dans le cadre d'organisations régionales comme l'Organisation de la coopération de Shanghai (OSC), l'Union économique eurasiatique (UEEA), la Communauté des États indépendants (CEI) ou l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), soit par la relation bilatérale comme en attestent les nombreuses rencontres au Sommet entre les Présidents chinois et russe, et leurs homologues centrasiatiques ⁽¹²⁾. Il est important de préciser qu'aucune des structures précitées « ne considère l'Asie centrale comme une région indépendante, mais au contraire l'insère dans un paradigme macrorégional » ⁽¹³⁾ au sein duquel la répartition des rôles pourrait être ainsi définie : à Pékin les affaires économiques, à Moscou les questions de sécurité.

Depuis le début de ce siècle, la Chine n'a cessé de renforcer ses investissements financiers. « À la fin des années 1990, les investissements directs de la République populaire de Chine dans la région n'excédaient pas un milliard de dollars et se limitaient aux secteurs gazier et pétrolier. Dix ans plus tard, leur volume était vingt fois supérieur, faisant de Pékin le principal donateur financier en Asie

⁽¹¹⁾ « CACO/EEC merge to eliminate overlapping goals », Jamestown Foundation, 11 octobre 2005.

⁽¹²⁾ Depuis le début de l'année 2019, Vladimir Poutine a rencontré à onze reprises, à Moscou ou *in situ*, ses homologues d'Asie centrale (en.kremlin.ru).

⁽¹³⁾ « Pourquoi l'Asie centrale n'est pas prête à s'unir », *Central Asian Analytical Network*, 2 octobre 2016.

centrale »⁽¹⁴⁾. Cette tendance ne s'est jamais démentie : à l'issue du Sommet annuel de l'OCS, en 2015, à Astana, la banque chinoise Eximbank mettait à disposition de la région douze milliards de dollars. Pas un mois ne s'écoule sans l'annonce d'un nouvel élan de générosité de Pékin vers ses voisins. Dernier exemple en date, le 30 octobre 2019, le Parlement tadjik a approuvé une subvention de 360 millions de dollars pour rénover de grands axes routiers, dont celui reliant Douchanbé, la capitale, à Kulma sur la frontière chinoise⁽¹⁵⁾.

L'investissement financier chinois est systématique, à grande échelle et à long terme. Initialement consacré au secteur des hydrocarbures, il s'est progressivement diversifié pour inclure les métaux rares, les transports et communications, le secteur bancaire voire l'agriculture.

Pour pénétrer puis s'imposer dans la sphère économique de ses voisins, la Chine a recours à divers mécanismes, au premier rang desquels figure la prise d'intérêts dans de grandes compagnies nationales comme cela s'est produit au Kazakhstan. En juin 2014, les Chinois acquièrent 95 % de la compagnie Maten Petroleum qui contrôle tout le littoral kazakh de la mer Caspienne, dans la région d'Atyraou. Autre processus cher à Pékin, la création de co-entreprises (*joint-venture*) comme cela s'observe en Ouzbékistan⁽¹⁶⁾ et au Turkménistan, pour gérer à son profit la prospection et l'exploitation des champs gaziers de ces deux États. Dans le dernier nommé, la compagnie nationale chinoise CNPC détient le monopole de cette exploitation.

Enfin, il existe un dernier procédé réservé aux républiques les plus pauvres (Tadjikistan et Kirghizistan) qui ne peuvent rembourser leurs dettes. À titre d'illustration, en 2016, la Chine a achevé la construction d'une centrale qui fournit chauffage et électricité aux habitants de Douchanbé, la capitale tadjike, pour un montant de 349 millions de dollars. Le gouvernement tadjik n'ayant pu en rembourser que 17 millions, la compagnie chinoise TBEA a obtenu, à titre de compensation, l'exploitation des mines d'or de Upper Kurmag et Eastern Douoba, situées au nord du pays⁽¹⁷⁾. La Chine n'étant pas membre de l'OCDE, elle peut sans autre forme de procès recourir à des méthodes peu conventionnelles comme le troc et élaborer des contrats parfois opaques. Voilà comment Pékin déguste lentement l'Asie centrale à la sauce aigre-douce.

Dans ce secteur de l'économie, la Russie a rapidement compris qu'elle n'était pas de taille à rivaliser. Aussi, pour maintenir sa présence et son influence dans son ancienne arrière-cour, a-t-elle pris en charge les questions de défense et de sécurité.

⁽¹⁴⁾ « La politique d'investissement de la Chine en Asie centrale », *Centrasia.ru*, 7 décembre 2016.

⁽¹⁵⁾ « Tajikistan approves Chinese \$ 360 million grant for highways », *Eurasianet.org*, 30 octobre 2019.

⁽¹⁶⁾ « CNPC to develop new gas fields in Uzbekistan », *Azernews*, 16 mars 2017.

⁽¹⁷⁾ « The full story behind China's gold mine-power plant swap in Tajikistan », *The Diplomat*, 14 avril 2018.

Pour ce faire, elle agit avant tout dans le cadre de l'OTSC ⁽¹⁸⁾ sans pour autant négliger la coopération militaire bilatérale. Initialement, la mission de cette organisation était de faire face à toute agression extérieure contre l'un de ses membres. Cependant, au fil des années, d'autres objectifs ont été définis pour lutter contre les menaces transnationales que sont le terrorisme, le trafic de drogues, le crime organisé ou la cybermenace.

Au titre de l'OTSC, Moscou dispose en Asie centrale de deux unités. La première, la 201^e base militaire, est déployée au Tadjikistan, à Douchanbé et en province à Bokhtar au sud-ouest du pays. Ses effectifs, récemment renforcés, sont d'environ 7 000 hommes et ses équipements sont régulièrement modernisés : en 2016, elle a reçu 100 BTR-82A et une dizaine de chars T-72/B1, et fin octobre 2019 trente systèmes de défense sol-air S-300 ⁽¹⁹⁾. La seconde unité est stationnée au Kirghizistan, à Kant. Elle dispose d'avions et d'hélicoptères d'attaque au sol Su-25 et Mi-24. Les Russes ont récemment racheté cinq hectares de terrain afin de procéder à une extension de cette base aérienne. À l'initiative des Kirghizes, des pourparlers sont en cours pour stationner des forces terrestres russes au sud du pays, dans la région d'Osh, dans la vallée du Ferghana.

Chaque année, de grands exercices sont programmés et joués, invariablement sous la direction de hautes autorités de l'état-major général de Moscou ⁽²⁰⁾. Ils visent à développer l'interopérabilité et la capacité opérationnelle des États-membres pour contrer toute menace en Asie centrale et dans le sud du Caucase, mais aussi pour tester une force de maintien de la paix capable d'agir hors de cette région.

Conclusion

En cette fin d'année 2019, les cinq républiques d'Asie centrale n'ont plus la possibilité et sans doute plus la volonté de s'ériger en une association régionale forte, homogène et cohérente, capable de résister à leurs puissants et ambitieux voisins. Elles acceptent volontiers la situation précédemment décrite : à la Chine l'économie, à la Russie la sécurité. L'Ouzbékistan illustre à souhait cette tendance : très soucieux de son indépendance, il avait quitté l'OTSC en 2012 et boudé systématiquement toutes les grandes manœuvres annuelles. Cette année, la situation a évolué : cent militaires des forces spéciales ouzbèkes ont participé à l'exercice *Tsentr 2019*, sous les yeux de leur ministre de la Défense, Bahodir Kurbanov, venu spécialement à Orenbourg (Russie) pour assister à cette manœuvre ⁽²¹⁾.

⁽¹⁸⁾ Outre la Fédération de Russie, les États-membres de l'OTSC sont l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

⁽¹⁹⁾ « Russia deploys S 300 missile systems near Afghanistan for first time », *The Moscow Times*, 28 octobre 2019.

⁽²⁰⁾ Exercices *Combat Brother Hood* en 2017 et 2018 et exercice *Tsentr* en 2019.

⁽²¹⁾ « Central Asian Perspectives of the Tsentr 2019 Military Exercises », *Eurasia daily monitor*, 15 octobre 2019.

Néanmoins, à défaut d'une ASEAN centrasiatique, les cinq républiques auront tout intérêt à poursuivre sur le chemin de l'entente cordiale et de la coopération.

D'une part, des différends demeurent, en particulier au niveau des frontières où les tensions sont récurrentes : le 17 septembre 2019, les gardes-frontières kirghizes et tadjiks en sont venus aux armes : quatre d'entre eux, dont un lieutenant-colonel, ont été tués et vingt-cinq civils blessés ⁽²²⁾. D'autre part, la menace en provenance de l'Afghanistan persiste : selon les services de renseignement russes, environ quatre mille membres de l'État islamique y seraient regroupés, dont une large proportion de natifs de l'Asie centrale. Enfin, des relations de bon voisinage seront nécessaires pour profiter au maximum des retombées économiques des projets chinois de la nouvelle route de la soie dont certains sont communs à plusieurs des cinq républiques.

À cet égard, le second Sommet des chefs d'État programmé le 29 novembre à Tachkent ⁽²³⁾ tombe à point nommé et on peut espérer que les cinq Présidents ne contrediront pas M. Nazarbaev, quand il affirme que « nous n'avons besoin d'aucun étranger pour résoudre nos problèmes, nous sommes parfaitement capables de le faire par nous-mêmes » ⁽²⁴⁾. Mais soyons optimistes : rien n'est impossible autour d'un copieux plat de laghmans arrosé de thé vert ! ♦

⁽²²⁾ *Fergana.ru*, 17 septembre 2019.

⁽²³⁾ « Le Sommet des chefs d'État d'Asie centrale se tiendra le 29 novembre à Tachkent », *RIA Novosti*, 15 novembre 2019.

⁽²⁴⁾ « Rare Central Asian Summit signals Regional Thaw », *Radio Free Europe*, 15 mars 2018.